

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

**FAIT DIVERS**

### LE SIXIÈME COUP L'A EMPORTÉ <sup>P.4</sup>

Rencontre des militants et sympathisants de Unir Sénégal :

La diaspora UNIR-Sénégal reste mobilisée derrière le président Faure Gnassingbé <sup>P.2</sup>

### Dialogue inter-Togolais :

**P3**

## L'ONU, l'UE, les USA, la France et l'Allemagne appellent à des discussions de fond sur les questions constitutionnelles et électorales dans le respect des institutions de la République



Une séance de travail entre la Coalition des 14 partis et le facilitateur, le président Nana Akufo-Addo

## Le retour à la constitution de 92 un non événement pour le G5



Le Groupe des 5 cinq Ambassadeurs

### Du rififi au sein du G 14 :

## La coalition de l'opposition découvre le vrai visage de Salifou Tikpi Atchadam très hostile au dialogue <sup>P.6</sup>



Salifou Tikpi Atchadam, président du PNP

### Grève dans le secteur de la santé :

**Les perdants :** les malades, les infirmiers, les sages-femmes, etc. **Les gagnants :** les médecins très sollicités dans les cliniques privées <sup>P.4</sup>



Prof David Dossèh Les pauvres malades laissés pour compte Prof Atchi Walla

### COALITION UNIR MONDE (C. U. M) :



Une initiative des points focaux de UNIR des Togolais de l'extérieur pour soutenir le Président Faure E. GNASSINGBE dans sa politique de développement <sup>P.6</sup>

### Affaire de financement de la campagne électorale de Sarkozy par la Lybie en 2007 :

<sup>P.7</sup>

## L'ombre de Mouammar Kadhafi donne-t-elle de l'insomnie à Nicolas Sarkozy ?



Nicolas Sarkozy Feu Mouammar Kadhafi

# Rencontre des militants et sympathisants de Unir Sénégal : La diaspora UNIR-Sénégal reste mobilisé derrière le président Faure Gnassingbé

La section sénégalaise du parti Union pour la République (UNIR) au pouvoir a rencontré sa base à Dakar afin de l'imprégner de l'évolution de l'actualité politique au Togo. Elle a profité de cette rencontre pour convier toute la classe politique qui dialogue à s'accorder sur un texte qui sera soumis au verdict du peuple de sorte qu'une solution rapide et durable soit trouvée à la crise dans le pays.

Dans sa déclaration, la section sénégalaise du parti UNIR a fait le constat que depuis le 19 août 2017, le



Le porte-parole de la diaspora UNIR-Sénégal

Togo est confronté à une crise politique qui a occasionné de violentes manifestations, d'importants dégâts matériels, des blessés et voire des décès. Le porte-parole de la section UNIR-Sénégal,

Dr Dieudonné KABKIA, a d'abord passé en revue certaines grandes réalisations du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbe, notamment sur les plans social, économique, de développement et infrastructurel.

Ensuite s'agissant des réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles, le représentant de la branche locale du parti a rappelé les circonstances dans lesquelles le Président Faure Gnassingbé et son gouvernement ont soumis à l'Assemblée Nationale un projet de loi de révision constitutionnelle ainsi que son échec.

Enfin, abordant la question du dialogue,

M. Dieudonné KABKIA a rappelé que " la nécessaire onction du peuple constitue le seul moyen d'assurer qu'il n'y aura pas d'obstruction de la part de qui que ce soit. La

consultation populaire n'est pas un épouvantail que la majorité agite comme un chiffon rouge face à l'opposition. Ce n'est pas un chantage mais la réaffirmation d'un engagement ferme que le processus des réformes ira cette fois jusqu'au bout. Notre souhait est que le dialogue permette à la classe politique de se rassembler autour d'un texte qui sera soumis au verdict du peuple "

Les premiers responsable de la branche UNIR-Sénégal ont également convié leurs militants et sympathisants à la vigilance et à rester mobilisés derrière le parti UNIR.

E.D

## Togo : L'Ong Alafia en campagne contre le cancer du sein

Dans le cadre de son projet "Tous Unis contre le Cancer du sein" lancé en 2015, l'ong Alafia a organisé une campagne de sensibilisation et de dépistage le 20 mars dernier à Lomé avec l'appui de la société de téléphonie mobile, Togo cellulaire. C'était en présence de la directrice exécutive de l'Ong Alafia, Mme TateyAdjowavi et du Chef cellule de Promotion des produits de la société Togo Cellulaire, Malick Ayéva.

Inscrite dans le cadre du prolongement des activités de la journée internationale



Photo de famille

de la femme célébrée le 08 mars dernier, cette campagne suivie d'une formation d'autopalpation était destinée aux populations de Lomé et ses environs.

Selon les responsables de

l'Ong Alafia, cette initiative vise à améliorer la santé de la population en contribuant à la prévention du cancer du sein dans notre pays. A l'instar des autres pays, le Togo reste un Etat dans lequel le cancer du

sein constitue de nos jours un problème de santé publique.

"Nous nous sommes rendus compte que le cancer du sein est devenu un problème de santé publique. Le cancer est l'une des maladies silencieuses qu'on rencontre chez les femmes et malheureusement, au moment des dépistages, les femmes arrivent à l'hôpital à un stade très avancé ", a précisé Mme Baba Amivi Aféfa, directrice des établissements de soins et de réadaptation.

La maladie est liée à un risque familial génétique. Elle peut être aussi causée par la prise de pilules contracepti-

ves en continu sur une période supérieure à 10 ans, l'alimentation riche en graisse animale, le surpoids ou l'obésité et par une première grossesse tardive menée à terme.

La maladie se manifeste la plupart du temps par la présence d'une tumeur dans le (s) sein (s). Pour réduire ses risques, il est conseillé de faire régulièrement des activités physiques, limiter la consommation d'alcool, cesser de fumer, consommer assez de fruits et légumes entre autres.

" Au Togo, le cancer du sein est plus fréquent avec un taux de 26,7% ", a-t-elle déploré.

L'Ong Alafia envisage étendre ses tournées de sensibilisation et de formation sur le cancer du sein à toute l'étendue du territoire national.

Carole AGHEY

## Coopération Allemagne - Togo :

# L'Ambassade du Togo en Allemagne ouvre ses portes aux élèves de l'école Gerhard-Rohlf-Oberschule de Brême

L'Ambassade du Togo à Berlin a ouvert ses portes aux élèves allemands le mardi 14 mars dernier. Il s'agit des élèves de l'école Gerhard-Rohlf-Oberschule de la ville de Brême en Allemagne. C'est le maître des lieux, Bayédzè Komi Dagoh qui les a accueillis.

Faire connaître le Togo, une des anciennes colonies allemandes, aux jeunes allemands ; tel est l'objectif d'une visite organisée par Eklou Kodzo Attohoun, professeur de mathématiques à l'école Gerhard-Rohlf-

Oberschule de la ville de Brême en Allemagne, à l'intention des élèves de la classe de seconde.

Au cours de cette visite, les élèves ont suivi un exposé sur le Togo allemand, une exposition d'un court métrage sur le tourisme et visité une exposition d'objets d'art, ceci en présence de l'Ambassadeur du Togo en République Fédérale d'Allemagne, Bayédzè Komi Dagoh.

Par cette visite, les jeunes apprenants allemands ont découvert ce beau pays des côtes ouest africaines qui a une histoire forte avec



Photo de famille à l'issue de la visite

leur patrie mère, l'Allemagne. En témoigne d'ailleurs la présence de la forte colonie de Togolais dans presque toutes les grandes villes allemandes, composant la diaspora togolaise en terre allemande.

Mais depuis l'époque coloniale, le Togo a connu de profondes mutations à divers niveaux, ceci grâce à de nombreux projets financés par la métropole, l'Allemagne.

JPB

CHRONIQUE de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA  
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY  
A. KAPO  
B. Talom.  
Jean-Pierre B.  
Espoir D.  
Pierre AGBANDA

Imprimerie SDR  
Tirage : 2000 ex.

## Dialogue inter-Togolais :

# L'ONU, l'UE, les USA, la France et l'Allemagne appellent à des discussions de fond sur les questions constitutionnelles et électorales dans le respect des institutions de la République

## Le retour à la constitution de 92 un non événement pour le G5

**La communauté internationale se préoccupe du déroulement du dialogue entamé depuis le 19 février dernier entre les protagonistes à la crise togolaise sous l'égide du facilitateur, le président ghanéen Nana Akufo-Addo. Après deux séances de travail les 19 et 23 février, le facilitateur du dialogue inter-togolais a informé les protagonistes d'un agenda très chargé, précisant qu'il communiquerait la date de la nouvelle rencontre dès que possible.**

gue, les deux parties se sont engagées à ne pas organiser de marches. Il va donc sans dire que c'est la coalition qui viole un compromis signé sous l'égide du président ghanéen.

C'est face à ce comportement irresponsable de la coalition que le groupe des cinq vient de rendre public un communiqué en date du 19 mars. Le système des Nations Unies, l'Union Européenne, l'ambassade des USA, de France et d'Allemagne appellent les protagonistes de la crise Togolaise " à respecter les

constitutionnelles en vigueur".

Cette déclaration des chancelleries occidentales interpelle la coalition qui s'accroche à des revendications ubuesques, notamment le départ du président de la république et le retour à la Constitution de 92. Le Système des Nations Unies, l'Union Européenne, les ambassades des USA, de la France et d'Allemagne exhortent les protagonistes à discuter des questions constitutionnelles et électorales mais dans le respect scrupuleux des institutions de la République.



Des leaders de la Coalition des 14 partis politiques

Nana Akufo Addo, facilitateur

Le président ghanéen, toujours dans le souci de rassurer l'opposition et de conduire à bon port le dialogue, a invité la coalition à Accra. A peine de retour au pays et sous prétexte que le gouvernement continue l'organisation des élections, la coalition lance un appel à ses militants pour battre encore une fois le pavé les 13, 14, 15, 17 mars pour, dit-elle, dénoncer la violation, par le gouvernement, des engagements pris lors des discussions. Et pourtant aucun engagement n'a été pris au sujet du processus électoral. Lors de la séance du 23 février, l'opposition a souhaité l'arrêt de l'organisation des différentes élections prévues pour cette année mais le gouvernement n'avait pas donné son accord.

En clair, il n'y avait pas de compromis sur ce sujet lors des discussions. Alors que sur la cessation des manifestations de rue pendant la période du dialo-

engagements pris dans le cadre de la préparation et du déroulement des premières séances du dialogue inter-togolais qui a débuté le 19 février".

Evidemment, si le gouvernement a respecté ses engagements en libérant 45 personnes impliquées dans les destructions des biens publics et privés lors des manifestations violentes de la coalition sans oublier les personnes inculpées dans l'affaire des incendies des marchés de Kara et Lomé, l'opposition a choisi de violer le règlement intérieur du dialogue. Le groupe des cinq appelle les parties prenantes au dialogue " à dépasser les positions de principes et à s'engager sans délai, dans l'intérêt de tous les Togolais, dans une discussion de fond sur les questions constitutionnelles et électorales, afin de parvenir à un accord sur les réformes dans le respect de l'État de droit et des dispositions légales et

puleux des institutions de la République.

Si la coalition s'inscrit dans ce schéma tracé par le groupe des cinq, il va sans dire que le dialogue se déroulera dans de très bonnes conditions et aboutira à des élections libres, transparentes et équitables. Mais malheureusement l'opposition préfère un raccourci pour accéder au pouvoir en faisant de ce dialogue une fixation sur la personne de Faure Gnassingbé.

La coalition se permet de dire que le président Faure Gnassingbé ne doit pas se présenter en 2020 comme si c'est le dialogue qui doit étudier les dossiers des candidats à la présidentielle de 2020 en lieu et place de la Cour Constitutionnelle.

C'est justement face à cette position totalement irresponsable de la coalition que le groupe des cinq rappelle dans son communiqué la nécessité pour les protagonistes de " parvenir



à un accord sur un cadre démocratique rénové et consensuel, afin que les électeurs togolais puissent exprimer un choix dans des élections libres et transparentes". Or justement, la coalition des 14 semble récuser toute idée d'élection mais plutôt exiger le départ de Faure Gnassingbé comme si c'était elle qui devait décider en lieu et place du peuple Togolais.

La coalition de l'opposition fait la honte du Togo si non comment comprendre qu'elle puisse avoir tellement peur du président Faure Gnassingbé en demandant au dialogue de mettre fin au mandat d'un président démocratiquement élu par le peuple ou encore de lui interdire de se présenter au scrutin de 2020?

C'est vraiment lamentable que la coalition de l'opposition soit incapable de battre Faure Gnassingbé au cours d'une élection et veuille se servir du dialogue pour l'empêcher de se présenter en 2020. C'est justement ce que la communauté internationale ne semble pas comprendre de l'opposition Togolaise qui, au lieu de réclamer un cadre électoral pour battre son adversaire dans les urnes, s'oppose plutôt à cette démarche démocratique au profit d'un forçage.

Si l'opposition pense vraiment au peuple togolais, une seule rencontre avec le facilitateur suffit pour trouver des compromis politiques et aller à une

élection libre, transparente et démocratique afin de donner la parole aux électeurs pour choisir librement leur président.

Lors de son passage en Côte d'Ivoire et dans une interview, le président français, Emmanuel Macron, avait clairement dit qu'il fallait revoir le cadre électoral de notre pays pour une élection transparente, libre et démocratique afin que le peuple décide librement s'il veut conserver le régime actuel ou s'il opte pour l'alternance. Seul le peuple est souverain. Et ce peuple décide dans les urnes et non dans la rue.

Nous venons d'apprendre que le groupe des cinq a reçu aujourd'hui la coalition de l'opposition à l'ambassade de l'Allemagne au Togo. Sûrement que le groupe des cinq veut mieux expliquer à la Coalition la nécessité de contribuer à la réussite du dialogue qui doit déboucher sur des élections transparentes et non sur le départ du président Faure Gnassingbé ni sur l'exclusion de sa candidature en 2020.

En 2020, la Cour Constitutionnelle étudiera les dossiers et validera les candidatures. Seuls, les militants de UNIR décideront de la candidature de Faure Gnassingbé. Le dialogue ne peut en aucun cas statuer sur les candidatures qui relèvent de la compétence de la Cour Constitutionnelle.

**Alizou Dominique**

**Grève dans le secteur de la santé :**

**Les perdants : les malades, les infirmiers, les sages-femmes, etc.  
Les gagnants : les médecins très sollicités dans les cliniques privées**

Après le corps des enseignants qui tente depuis plusieurs semaines de balayer du revers de la main tous les acquis obtenus de hautes luttes par les acteurs de ce secteur en organisant une valse de grèves, ce malgré l'ouverture d'un cadre de discussion, c'est le tour secteur stratégique de la santé d'entrer dans la danse avec une cessation complète des travaux. Mais à quel prix ? Décryptage d'une situation aux relents mercantilistes au dépend du "petit" personnel des hôpitaux publics et des malades.

Point n'est besoins de rappeler ici que la grève est moyen légitime pour les syndicats et autres salariés de se faire entendre de l'employeur. Mais dans le contexte togolais, c'est tout un autre visage de cette grève qu'on découvre depuis quelques temps dans le secteur de la santé. Non seulement on entre en grève pour (primo) réclamer de meilleures conditions de vie et de travail mais (secondo) également pour activer les réseaux mercantilistes de détournements de malades des centres hospitaliers publics au profits des centres de soins privés dont certains responsables syndicats sont propriétaires.

En effet, selon une enquête menée auprès de quelques structures sanitaires de la capitale par notre rédaction, l'on a pu découvrir un réseau de médecins qui font passer leurs intérêts personnels au



Prof David Dosseh



Prof Atchi Walla

détriment de l'intérêt commun. Ce réseau de médecins, spécialistes chacun dans son domaine, ont décidé de faire simplement du business.

Au lieu d'œuvrer pour la recherche de solutions idoines pour les maux dont souffre notre système de santé, ces médecins ont décidé de durcir leur position, en organisant des grèves sèches, tout en sachant que ces grèves portent un coup dur non seulement au système de santé puisqu'il s'auto finance, mais également condamnent les malades moins nantis, habitués des centres de soins publics, qui sont condamnés implicitement à une mort lente et certaine.

Aussi, le "petit" personnel des centres de santé public : infirmiers, sages-femmes, gardes-malades, ..., qui sont payés sur le budget de ces hôpitaux, ne pourront pas simplement toucher leur dû du fait que ces hôpitaux ont les caisses vides puisque n'ayant fait aucune recette.

Mais à contrario, les médecins eux se la coulent douce parce qu'ils monnaient, pour la plupart, leur génie dans les structures de soins privées où

sont orientés par "contraintes" (la grève sèche oblige) les malades désabusés ou ceux qui ont des moyens de s'y offrir des soins de santé. Et maintenant qu'on a décrété une grève sèche, ces médecins passent le clair de leur temps dans ces structures privées, laissant les pauvres malades à leur triste sort. Quelle méchanceté ?

Ce parjure du serment d'Hippocrate, les médecins le commettent allègrement sans qu'aucune conscience ne les interpelle. Pire encore, certains mettent en branle leur réseau mercantilistes pour se faire plaines les poches. Cette situation a poussé une source hospitalière qui a requis l'anonymat à s'interroger : " A qui profite la grève ? Le personnel soignant des centres de soins publics dit être en grève ? Faites un tour dans les cliniques privées (Alpia, Fafa, Saint Joseph, Espérance, etc.) pour constater que tous les médecins y sont. Ils courent dans tous les sens, débordés par les malades, je dirais clients.... Ils se font un maximum de recettes, puisque payer par les clinique, pendant que les infirmiers, sages fem-



Les pauvres malades, des laissés pour compte

mes et autres petits agents n'auront pas de salaires...

Ce fut comme ça depuis dix ans depuis que le SYNPHOT était géré par David Dosseh avec le détournement des patients du CHU Sylvanus Olympio, c'est encore pareil avec Atchi Walla qui n'a pas compris que chaque grève enrichi davantage les propriétaires des cliniques de

la place. Pauvres togolais, au lieu de payer le ticket modérateur des centres de soins publics, nous devons payer le tarif exorbitant des cliniques privées. Je fini par me rendre compte que les médecins togolais ont prêté le serment d'hypocrite en lieu et place du serment d'Hippocrate ?".

CS

**FAIT DIVERS**

**LE SIXIEME COUP L'A EMPORTE**

*Il espérait passer encore de beaux moments de sa vie mais, il n'a pas eu de chance. Il a succombé suite à des ébats amoureux, abandonnant sa famille, sa copine et son Cameroun natal.*

Feu Bona a été retrouvé mort dans une chambre d'hôtel où il passait des moments de détente avec l'une de ses nombreuses conquêtes. Et pourtant l'homme, âgé seulement de 41 ans, était arrivé à l'hôtel en très bonne forme. A aucun moment, il n'aurait montré de signes inquiétants. Sa copine Nira, aurait même beaucoup apprécié ses prouesses sexuelles. Mais l'amoureux s'en est allé sans crier gare.

C'est la fille qui a alerté la réception de l'hôtel après s'être rendue compte du brusque malaise dont Bona venait d'être victime. Dans sa première audition, Nira aurait déclaré en substance : " On était au sixième coup, quand soudain il a poussé un cri et a commencé à trembler comme une personne en état de transe ". Elle a ajouté qu'entre temps, l'homme s'était rendu dans la salle de bain et avait tenté de vomir. Il serait revenu à la charge et c'est lorsqu'il a repris le " pilonnage " qu'il s'est subitement écroulé au sol.

Les deux amoureux s'étaient enfermés dans cet hôtel quelques heures seulement avant le drame. Très connu par le personnel de cette structure, Bona, dit-on, serait un accro du sexe. Il était capable d'amener deux voire trois filles par jour. La pauvre Nira aurait regretté le drame en ces termes : " C'est mon premier client qui finit sa vie de cette façon. C'est vraiment dommage ".

Et pourtant il m'avait promis une forte somme d'argent et il m'avait assurée de m'envoyer au septième ciel ".

La nouvelle de la mort a créé une grande tristesse parmi les filles qui ne pourront plus vanter ses exploits au lit et profiter de sa fortune. L'homme a rejoint ses ancêtres au royaume des Cieux où certainement son procès aurait déjà commencé. Adieu, cher Bona et que la terre te soit légère !

B. TALOM

**Démarrage de la seconde phase du processus de prise en charge des victimes des violences de 2005 :**

**Plus de 2200 chèques seront signés au profit des victimes selon Awa Nana DOBOYA**

Des précisions ont été données le 20 mars 2018, par la présidente du Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), Mme Awa Nana DOBOYA, à l'occasion du démarrage de la seconde phase du processus de prise en charge des victimes des violences à caractère politique de 2005.

" C'est uniquement la phase des indemnisations qui est placée sous le signe de l'étape 2 qui est de servir aux victimes non vulnérables de 2005, leurs indemnisations. Il nous souvient



également que la dotation première de l'Etat était de 2 milliards. Et de ces 2 milliards, nous avons annoncé que ça devrait couvrir 2.465 victimes. Actuellement nous nous apprêtons à signer plus de 2200 chèques aux victimes. Il convient de noter que ces victimes ne nécessitent pas une prise en charge médicale. C'est le HCRRUN qui va organiser

des équipes à travers tout le pays pour leur indemnisation ".

Cent-quarante-quatre (144) victimes non vulnérables des préfectures du Golfe, d'Agoényivé et de Kévé seront servies au cours de cette semaine. La première étape a démarré le 12 décembre 2017 et s'est achevée le 02 mars dernier.

La mission du HCRRUN consiste en la prise en charge et l'indemnisation des victimes des crises sociopolitiques que le Togo a connues entre 1958 et 2005.

Carole AGHEY

# Togo : Les meilleurs jeunes entrepreneurs 2017 sont récompensés le Gouvernement

Les dix lauréats du concours " Meilleurs Entrepreneurs 2017" et les dix entrepreneurs engagés de l'année ont reçu, le 16 mars dernier, leurs prix au cours d'un dîner organisé à Lomé par le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes avec l'appui et l'accompagnement du Fonds d'Appui aux initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) et du Programme d'Appui aux Développement à la Base (PRADEB).

Il s'agit d'une initiative du gouvernement pour faire la promotion de l'excellence entrepreneuriale. Ont été récompensés, ceux-là qui, au cours de l'année 2017, se sont illustrés dans divers secteurs d'activités en faisant preuve de détermination, d'ingéniosité et de professionnalisme.

Avec pour thème "Quelles stratégies pour faire accroître son entreprise", dix jeunes entrepreneurs scindés en deux catégories : (" micro-entreprises " et " petites et moyennes entreprises"), ont obtenu des prix et un accompagnement financier pour poursuivre et pérenniser leurs entreprises. Plusieurs modèles de réussite entrepreneuriale, des chefs d'entreprises et des opérateurs économiques, étaient de la soirée. C'était l'occasion pour ces derniers, de prodiguer des conseils aux jeunes entrepreneurs.



Remise symbolique de la récompense au meilleur jeune entrepreneur

M. Komlan Bessanh, responsable de la société " Nutri Togo Sarl", une société spécialisée dans la production de boisson à base de champignon est reparti avec le 1er prix de la catégorie PME. Il a reçu un chèque de deux millions (2 000 000) de F CFA, une carte Fodka, une lampe solaire Total, un ordinateur portable et un four à micro-onde.

M. Kossi Elom Lovenou, responsable de la structure "Elégance plus", spécialisée dans la fabrication et la vente

de chaussures (cordonnerie), a été élu premier, dans la catégorie " micro-entreprise ". Il a été récompensé avec un chèque de huit cent mille (800 000) de F CFA, une lampe solaire Total et une carte Fodka.

Quant aux entrepreneurs engagés, ils ont reçu chacun un chèque de trois cent mille (300 000) de F CFA et du matériel informatique.

Pour Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le concours du " Meilleur Entrepreneur " permet de célébrer l'excellence et la performance de la jeunesse togolaise

et inciter les jeunes à s'auto-employer.

Cette soirée de récompense répond à la volonté du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, de promouvoir la jeunesse et de lui permettre de s'épanouir.

C'est également sous son impulsion que depuis des années, des programmes, à l'instar du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) et du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), ont été mis en place, pour accompagner et promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes Togolais.

Carole AGHEY

## Forum présidentiel de la jeunesse : Les jeunes de la Région Maritime s'activent pour la préparation de ce rendez-vous

Pour analyser les problèmes structurels auxquels font face les jeunes togolais et proposer des solutions, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a initié un forum présidentiel de la jeunesse. Pour la préparation de cette rencontre, les jeunes des préfectures et communes de la Région Maritime se sont retrouvés en atelier régional hier à Lomé à la suite des ateliers régionaux à Atakpamé, Dapaong, Kara, Sokodé et Kpalimé.

Au menu des échanges, les jeunes auront à discuter des problèmes spécifiques de la jeunesse de l'espace régional Maritime. Ouvrant les travaux,

le préfet d'Agoè-Nyivé, Hodabalo Awaté a fait observer que ce forum dénote de la 'volonté pragmatique' du chef de l'Etat de responsabiliser très tôt la jeunesse pour un avenir meilleur de notre pays.

Pour lui, cet atelier donne l'occasion à la jeunesse de la Région Maritime d'échanger sur les stratégies, programmes et projets de lutte contre la pauvreté, la précarité et le chômage en tenant compte des spécificités de la région à la lumière des communications des experts, à savoir l'entrepreneuriat, l'auto-emploi des jeunes, jeunesse, citoyenneté et jeunesse, environnement et développement durable.

Selon le comité national d'organisation, le forum présidentiel de la jeunesse fera l'état des lieux de ce qui est fait en matière de promotion de la jeunesse entre 2005 et 2017, c'est-à-dire les politiques, programmes et projets qui sont mis en œuvre pour sortir la jeunesse togolaise de la pauvreté.

C'est le lieu d'aborder également la question de l'impact de toutes ces actions, les enseignements à tirer pour que les politiques à venir puissent prendre en compte les enjeux liés à la jeunesse, notamment l'immigration clandestine, la radicalisation des jeunes, l'extrémisme violent.

Il s'agira aussi d'approfondir

la réflexion sur les types de réponses à apporter aux préoccupations des jeunes en tenant compte des enjeux liés à la pression démographique, la sécurité, l'environnement sous régional et international et les TICs.

A la sortie de cet atelier, des recommandations pertinentes seront formulées par les jeunes afin qu'une nouvelle politique de la jeunesse naisse sur les cendres de celle de 2007, adaptée aux besoins réels de la jeunesse togolaise.

3 000 jeunes prendront part à ce forum prévu pour se tenir dans la première quinzaine du mois d'avril prochain.

Carole AGHEY

## Sommet de l'UA : Les pays africains unanimes pour une zone de libre-échange continental

Réunis en sommet extraordinaire dans la capitale rwandaise, Kigali, 44 pays africains, dont le Togo, ont signé hier mercredi l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale (ZLEC). Avec cet accord, c'est l'aboutissement de l'un des plus ambitieux projets du continent africain inscrit à l'Agenda 2063 de l'Afrique, qui vise la création d'un marché commun de plus d'un milliard de consommateurs.

Lancé par un cortège de plus de 40 chefs d'Etats africains et conduit par le président nigérien, Mahamadou Issoufou sur demande du président rwandais Paul Kagame, président de l'Union Africaine, le projet de la ZLEC, en négociation depuis 2015, vient de connaître un dénouement avec l'approbation des 44 chefs d'Etats et va inéluctablement créer une dynamique sur le continent. Après cette signatu-



Une vue de l'assistance lors es travaux

re, les signataires devraient désormais s'atteler à faire ratifier l'accord par leurs parlements nationaux afin d'arriver à une ouverture effective à l'horizon 2019 avec au moins 22 ratifications.

A terme, la ZLEC, si elle entre en vigueur, va constituer la plus vaste zone commerciale de libre-échange au monde avec 54 pays membres pour plus de 1,2 milliard d'habitants et un marché estimé à plus de 2500 milliards de dollars.

Selon le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, "84 000 kilomètres de frontières, c'est

trop. Abattre, c'est mieux. Se rassembler sous le même drapeau, chanter un seul hymne, c'est répondre aux aspirations des peuples africains à la prospérité pour que la Zone de libre-échange continental ait un sens. Il faut que les pays africains aient des marchandises, des services à échanger entre eux. Cela suppose qu'on mette un terme au statut actuel d'une Afrique, réservoir de matières premières et consommatrice de produits finis fabriqués ailleurs que sur le continent. Cela suppose le développement industriel des

pays africains, que l'Afrique soit capable de produire son alimentation, que soient réalisées les infrastructures énergétiques, routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et des télécommunications, indispensables au développement des échanges".

Mais déjà, le géant nigérien fait planer le doute par son absence à ces assises. En effet, certains actionnaires nigériens disent n'avoir pas été " consultés " sur ce grand dossier économique qui engage tout le continent.

Il sera également question pour les pays signataires, d'une part, de trouver des solutions pour pallier la baisse des recettes douanières qui représentent souvent une part conséquente aux recettes publiques, et d'autre part, de convaincre les syndicats et les entreprises que le libre-échange ne traduira pas la destruction des activités. De même les rapports bilatéraux, notam-

ment entre les grandes zones comme l'Union européenne qui ont déjà des accords avec certains membres de l'UA comme le Maroc, devraient être renégociés, mais à quel prix ? Actuellement, les flux commerciaux entre les Etats africains sont estimés à quelques 17%, ce qui est très insuffisant, vu les énormes potentialités dont regorge le continent.

Notons que les travaux préparatoires de ce grand rendez-vous continental ont démarré depuis le 17 mars dernier entre les experts et spécialistes des questions commerciales, venus de plusieurs pays du continent.

Par cette signature d'accord de création de la ZLEC, les dirigeants africains veulent envoyer au monde un signal fort, l'image de leur volonté et leur détermination à enclencher le développement économique sur le continent.

JPB

## Du rififi au sein du G 14 : La coalition de l'opposition découvre le vrai visage de Tikpi Atchadam très hostile au dialogue

**Le chef de file de l'opposition a finalement décidé de s'affranchir des ordres et de l'insolence du président du PNP en exil volontaire au Ghana. Depuis qu'il a fait appel le 19 août 2017 au chef de file de l'opposition de prendre la tête de la contestation, Tchikpi Atchadam passe pour le chef de la coalition. Il aime imposer ses lois et sa vision à tout le groupe. Au début des manifestations de la coalition, Tikpi Atchadam a exigé que les marches ne se tiennent pas les vendredis parce que c'est le jour de prière de ces militants essentiellement musulmans. Et pourtant le Togo est un Etat laïc et le vendredi est un jour ouvrable. En tout cas, Tikpi a décidé et le chef de file de l'opposition et les autres ont suivi.**

Tikpi se croit actuellement comme un invincible, un homme puissant et surnaturel. Cette position est compréhensible puisque l'homme est entouré de marabouts et autres charlatans qui lui font croire des histoires à dormir debout comme " Alice au pays des merveilles ".

Au début des manifestations Tikpi passait pour un Dieu sur la terre. Tikpi ne marche pas avec les autres leaders du point de départ jusqu'à l'arrivée du cortège. Il

laisse les autres marcher sous le soleil de plomb en transpirant comme des lépreux jusqu'au point de chute de la marche.

Il débarque au moment où les autres leaders sont assis, ses hommes de mains arrachent le micro au chairman et donnent à Tikpi Atchadam qui prononce son discours. Après cette démonstration de force soit il s'assoit pour quelques minutes puis prend la route, soit il quitte juste après son intervention. Ce comporte-

ment d'insolence de Tikpi Atchadam indisposait les autres leaders et surtout Jean-Pierre Fabre qui ruminait mais prenait son mal en patience.

Dans le mois de septembre, la coalition s'est réunie et a décidé quatre jours de marche mais le lendemain, le président du PNP appelle juste le correspondant de RFI pour annuler la marche au grand dam du chef de file de l'opposition et ses compagnons. L'appel lancé le 15 mars pour une marche les 20, 21, 22, 24



Atchadam Tikpi Salifou, Pdt du PNP

sans concertation avec les autres membres de la coalition n'est que la suite logique de son comportement qui n'a aucun égard pour les autres. Mais cette fois ci les autres leaders de la coalition ne se sont pas laissés piétiner.

Le chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre a lâché ses chiens de garde pour en découdre avec Tikpi Atchadam qui visiblement est resté dans ses souliers. Que ce soit Eric Dupuy le secrétaire général de l'ANC et Francis Pedro, ils n'ont pas du tout aménagé Tikpi Atchadam et son camp sur les médias. Ils ont fait comprendre au président du PNP qu'il en fait trop et s'il veut il peut quitter la coalition et faire bande à part. Eric Dupuy a laissé entendre que lorsqu'on est en groupe il faut respecter l'esprit du groupe et se conformer à sa décision. Le G14 n'a pas lancé le mot d'ordre à manifester et que Tikpi ne peut pas décider.

Tout porte à croire que le chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre a décidé tenir tête à l'homme du PNP qui se croit tout permis et surtout son insolence à l'endroit des autres leaders. Lors de son déplacement à Accra, Tikpi Atchadam a refusé de se joindre aux autres leaders de la coalition pour répondre au rendez-vous du facilitateur et

pourtant il était à Accra. Un leader de la coalition fulminait " Tikpi Atchadam pense que nous sommes ces méteayers ? Au lieu de venir expliquer au facilitateur, le mécanisme de son retour à la constitution de 92, il est introuvable et nous met en difficulté avec le facilitateur ".

Tout porte à croire que le président du PNP reste fermement opposé au dialogue qui se déroule mais compte sur des hallucinations inspirées de par ses marabouts et autres charlatans qui lui font croire à des inepties, pour narguer ses compagnons de lutte.

En appelant la CEDEAO à intervenir militairement au Togo, l'homme ne semble pas totalement équilibré. Il n'ignore pas que la force de la CEDEAO n'existe pas et que c'est les Etats membres qui fournissent leurs hommes pour le maintien de la paix dans des pays en difficultés et non dans un pays de paix comme le Togo. Tikpi Salifou Atchadam, une gangrène pour la coalition qui, si elle ne se ressaisit pas, risque de la conduire dans le mur.

Aliziu Dominique

### COALITION UNIR MONDE (C. U. M) :

## Une initiative des points focaux de UNIR des Togolais de l'extérieur pour soutenir le Président Faure E. GNASSINGBE dans sa politique de développement

**L'inévitable pression de la minorité des Togolais vivant à l'étranger dans la crise togolaise : L'utilisation des moyens de communication par quelques associations et activistes de l'opposition a fait réagir les points focaux de UNIR dans le monde. La crise togolaise loin d'être ce que croient les uns et les autres à l'étranger est amplifiée par une opposition radicale et quelques OSC inféodés. La COALITION UNIR MONDE en se fiant aux intoxications d'information et de communication se veut d'être une ambassadrice pour relayer les actions gouvernementales de part le monde entier.**

Depuis le 19 août 2017, l'inévitable alternance voulue par la coalition des 14 de l'opposition cristallise les débats. Durant cette crise jusqu'à nos jours, les points focaux de UNIR dans leurs différents pays de résidence, ont pu noter les manœuvres de certains responsables politiques et de quelques leaders de la société civile à se prêter à " l'opération salissons l'image du Togo et affaillons les Togolais par n'importe quels moyens que se

soit pour pousser le peuple togolais à une révolte contre le gouvernement de son Excellence Faure E GNASSINGBE ". Les réseaux sociaux sont devenus cependant une arme redoutable.

Les réseaux sociaux une gangrène qui ampute la crise togolaise de ses membres patriotiques

Pour la COALITION UNIR MONDE le développement du Togo est centré sur la contradiction entre les acteurs politiques. La lutte autour des idéologies et des visions opposées constitue une grande richesse pour le développement des peuples.

Pour les leaders de la COALITION UNIR MONDE il n'y rien à gagner dans cette attitude radicale de l'opposition. Les réseaux sociaux qui sont de nos jours la chasse gardée des canaux de communication ordinaire sont utilisés par les activistes de l'opposition dans cette crise togolaise comme une arme destructive. Le monde est vraiment " devenu un village planétaire ". Nous avons les informations de manière instantanée et à temps réel certes. Les activistes de l'opposition togolaise vivant à l'étranger ont saisi cette perche pour non seulement informer et communiquer mais surtout

pour intoxiquer le peuple et diffamer les premières autorités togolaises.

Les images du Congo, du Cameroun exploitées par les activistes durant les dérapages des marches violentes du 19 août 2017 illustrant de manière puérile les tortures et carnages perpétrés par les vaillants FDS en sont une parfaite preuve que certaines personnes ont perdu la petite étincelle de patriotisme qui brillait en eux. A qui profitent ces images qui salissent et jettent du discrédit sur la démocratie togolaise ? A qui l'opposition fait du mal en procédant à ces lobbyings diplomatiques pour isoler le Togo qu'ils disent tant aimer ? Voici des questions qui fusent et des réponses qui fuient.

Pour les leaders des points focaux de UNIR dans le monde entier, il ne faut pas rester en marge en laissant une minorité très active prendre en otage la majorité silencieuse que les points focaux de UNIR et leur militants constituent dans leurs différents pays de résidence.

**Un maillage serré de UNIR dans les quatre coins du monde**

Dans l'ensemble, le sché-

Suite à la page 7

### Santé

## A la découverte du Code de la Santé du Togo (suite)

**Nous entamons les chapitres 3 et 4 du code de la Santé togolaise qui nous parle respectivement de la " Protection de la santé en milieu de travail " et la " Protection des personnes handicapées**

**Chapitre III - Protection de la santé en milieu de travail**

**Article 113 : La protection de la santé en milieu de travail est assurée conformément à la législation nationale et internationale en matière de santé au travail.**

**Article 114 : L'organisation et le fonctionnement des services de santé en milieu de travail sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de la Santé et du Travail.**

**Chapitre IV - Protection des personnes handicapées**

**Article 115 : Est considérée comme personne handicapée, toute personne qui, du fait d'une déficience motrice, sensorielle ou mentale, congénitale ou acquise, est dans l'incapacité d'assurer par**

elle-même tout ou partie des nécessités d'une vie individuelle ou sociale normale et se trouve empêchée ou limitée dans ses possibilités de jouir des mêmes droits et de faire face aux mêmes obligations que ses concitoyens de même sexe et de même âge.

**Article 116 : La prévention du handicap constitue un droit et une obligation de tout citoyen et de la société dans son ensemble et fait partie intégrante des obligations de l'Etat dans le domaine de la santé publique et des services sociaux.**

**Article 117 : Les modalités de soins de réadaptation en faveur des personnes handicapées sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la Santé et des Affaires sociales.**

**Article 118 : Les conditions d'octroi et la nature des avantages dont pourraient bénéficier les personnes handicapées en matière de santé sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la Santé et des Affaires sociales.**

A suivre...

**COALITION UNIR MONDE (C. U. M) :****Une initiative des points focaux de UNIR des Togolais de l'extérieur pour soutenir le Président Faure E. GNASSINGBE dans sa politique de développement***Suite de la page 6*

ma du maillage des militants du parti UNIR reste très impressionnants avec des associations et points focaux qui se battent pour être les relais entre le parti UNIR et ses ramifications.

Durant les élections de 2015, l'engouement constaté autour du parti et surtout des jeunes des points focaux des militants vivant à l'étranger dans les cinq continents du monde démontre l'engagement patriotique pour les uns et les autres d'apporter leur pierre à la construction du parti UNIR et du pays en général.

La COALITION UNIR MONDE après quelques temps de concertations et de réflexions, a jugé de rompre le silence qui d'ailleurs a trop duré et de mener les actions fortes de manière convergée pour soutenir les actions du gouvernement togolais. Le bureau provisoire de la COALITION UNIR MONDE a un défi énorme à relever. Il faut avoir un réseau qui permet aux leaders des points focaux d'avoir des informa-



tions justes et vérifiées pour barrer la route aux différentes intoxications servies sur les réseaux sociaux et les chaînes locales à l'internationale.

Debout comme un seul homme, la COALITION UNIR MONDE veut aller au charbon

La Communication doit être prise au sérieux dans le domaine politique car elle est une discipline qui se veut sérieuse, exigeante. Dans sa pratique, il faut noter que la communication se penche sur des théories, pour tirer le meilleur et agir efficacement dans la mise en œuvre des

plans pour atteindre la vision du parti UNIR.

Il faut cependant donner aux responsables et cadres du parti des moyens pour pouvoir communiquer avec les membres dans cet environnement de crise politique. Il faut des communicateurs professionnels qui pensent jeune et proposeront des solutions jeunes pour la convergence autour des idéaux du parti. Le bureau provisoire de la COALITION UNIR MONDE se dotera dans les jours à venir, d'instances dirigeantes permettant de coordonner de manière

prompte et efficace les actions sur le terrain. Il sera question dans les jours à venir de rassembler le Togolais vivant à l'étranger autour de grands projets.

De façon spécifique, la COALITION UNIR MONDE va créer un cadre d'intensification des échanges des informations; réfléchir sur les stratégies électorales pour les échéances prochaines; développer et renforcer les capacités des membres et militants, proposer un plan de communication pour les associations et points focaux du Parti UNIR des quatre coins; former les leaders et responsables des points focaux sur la communication sensible en période de crise, organiser un grand congrès pour mettre en place un bureau définitif de la COALITION UNIR MONDE. Il sera aussi question de fixer et planifier plusieurs activités dans le souci de pouvoir participer un peu au social des Togolais et Togoises durant les grandes rencontres des dons seront faits pour assis-

ter les populations en s'inscrivant dans les agendas du parti UNION POUR LA REPUBLIQUE.

Refusant de subir la pression de cette minorité active, la COALITION UNIR MONDE forte de la diversité des compétences dont regorgent ses membres et surtout de son équipe dirigeante; sera un acteur clef partout dans le monde pour défendre les acquis et réalisations de son Excellence Faure E. GNASSINGBE.

Pour la Présidente; aucun sacrifice n'est trop grand si c'est pour défendre l'image de son pays et barrer la route aux quelques personnes qui veulent plonger le TOGO pour la réalisation de leur projet personnel. Convaincu que c'est ensemble que les togolais peuvent réaliser ce rêve de développement amorcé depuis un quinquennat la COALITION UNIR MONDE reste en rangs serrés car pour eux " seul on va plus vite; ensemble on va plus loin ". Que Dieu bénisse le Togo.

**Affaire de financement de la campagne électorale de Sarkozy par la Lybie en 2007 :****L'ombre de Mouammar Kadhafi donne-t-elle de l'insomnie à Nicolas Sarkozy ?**

" Nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes ", dit-on souvent. Cet adage rime bien avec la situation que traverse l'ex-chef d'Etat français Nicolas Sarkozy dans l'affaire de financement illégal de sa campagne électorale en 2007 par le guide libyen Mouammar Kadhafi.

L'ancien président de la République est entendu depuis mardi matin par l'Office anticorruption à Nanterre. La justice française enquête sur cette affaire depuis 2013 à partir de certains documents et témoignages, et les soupçons s'accumulent autour du " système Sarkozy ".

Tout commence début 2011 avant l'intervention militaire qui débouchera sur la chute du guide suprême. Saïf, un des fils de Kadhafi, assure à la télévision que la Libye a financé la campagne de Nicolas Sarkozy et menace de tout révéler. Quelques mois plus tard, Al Mahmoudi, ancien Premier ministre de Kadhafi, déclare à la justice



Nicolas Sarkozy

Feu Mouammar Kadhafi

tunisienne, pays où il a trouvé refuge, qu'il a lui-même " supervisé " ce supposé financement.

Le 28 avril 2012, Mediapart publie un article au titre accusateur : Sarkozy - Kadhafi : la preuve du financement. Le site d'information d'Edwy Plenel publie un document signé de la main de Moussa Koussa, l'ancien chef des services de renseignements extérieurs de la Libye. Ce texte évoque un " accord de principe " visant à verser 50 millions d'euros au candidat français. La lettre ne dit pas, par contre, si la transaction a bel et bien eu lieu.

Alors qu'une information judiciaire avait été ouverte en avril 2013, l'ancien président

était entendu pour la première fois dans cette enquête. Initialement ouverte notamment pour détournements de fonds publics et corruption active et passive, l'enquête a été élargie plus tard à des soupçons de " financement illégal de campagne électorale ". Cette décision est consécutive à un rapport des policiers anticorruption de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLC-IFFF), à Nanterre, près de Paris, daté de septembre, qui dénonçait la circulation d'espèces dans l'entourage de Sarkozy durant la campagne 2007.

**50 millions d'euros en liquide : qui dit vrai ?**

L'on a souvenance que

cette affaire a été révélée en mai 2012 par le site Mediapart, qui avait publié un document libyen faisant état d'un financement par la Libye de la campagne de 2007 de M. Sarkozy. Depuis, les investigations ont considérablement avancé, notamment grâce à certains témoins-clés.

En novembre 2016, l'intermédiaire Ziad Takieddine avait ainsi affirmé avoir transporté 5 millions d'euros en liquide de Tripoli à Paris entre la fin de 2006 et le début de 2007 pour les remettre à Claude Guéant, puis à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur. Le guide libyen lui-même, peu avant sa mort, avait exprimé son regret d'avoir financé gracieusement la campagne électorale de Nicolas Sarkozy qui se retourne contre lui.

Pour sa part, Nicolas Sarkozy a toujours nié un tel financement, parlant volontiers et de manière récurrente d'une " infamie " destinée à lui nuire. Plusieurs interrogations n'ont en effet jamais

été levées : à quoi un tel montant - 50 millions d'euros - aurait-il pu servir ? Et pourquoi Mouammar Kadhafi, durant les longs mois qu'a duré la guerre civile en Libye, n'a-t-il pas livré les preuves formelles de ce que plusieurs de ses proches ont dénoncé avant et après sa mort ?

Toutefois, il faut signaler d'emblée que cette pratique de financement des campagnes des dignitaires européens est un secret de polichinelle. Cette pratique est courante depuis des temps immémoriaux. Nombre de chefs d'Etat européens ont été élus grâce aux fonds qui leur sont gracieusement offerts par certains palais présidentiels africains. Le cas Sarkozy n'est qu'une partie visible de l'iceberg.

Tout compte fait, tout porte à croire que l'ombre du guide libyen donne de l'insomnie au désormais ancien chef d'Etat français Nicolas Sarkozy, l'un des protagonistes de la déstabilisation de la Libye.

**Espoir**



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,  
**PAYEZ** facilement l'IRTR  
à partir de votre mobile



**\*145\*6\*5\*2#**



**Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin**

*(Exemple : TG \*\*\*\* BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition  
précisant le montant à payer**

*Confirmez le paiement*

**Saisissez votre code secret de compte TMoney  
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de  
l'opération.*

**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



Togotelecom

## COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYER SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \* 145\*6\*3\*2\*1#
- 2- PAYER LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \* 145\*6\*3\*2\*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE